



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Mercredi 26 septembre 2012  
Numéro 184

Médiarama, [www.alintiqad.com](http://www.alintiqad.com)

## Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

*Les surenchères politiques retardent les «conquêtes pétrolières»*

An Nahar (Proche du 14-Mars)

*Obama appelle le monde à «terminer» le régime Assad et prévient l'Iran que la diplomatie «n'est pas ouverte».*

Al Akhbar (proche de la gauche)

*TSL: Les Etats-Unis espionnent les accusés*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Obama: le régime Assad doit être terminé*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Les divergences au Hamas dépassent les postes et concernent les choix politiques*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*A la tribune de l'Onu, le grand déballage anti-Damas*

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

*Kilo: Qatar veut que la crise syrienne se poursuive*

Al Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

*Obama s'engage à empêcher la bombe atomique iranienne... et à faire tomber le régime d'Assad*

## L'événement

### *Cacophonie sur la Syrie aux Nations unies*

La 67<sup>ème</sup> Assemblée générale des Nations unies a été le théâtre, hier, d'une véritable cacophonie sur la Syrie, les deux camps opposés, les Etats-Unis et leurs alliés européens et arabes d'un côté, la Russie, l'Iran et leurs amis de l'autre, ayant exprimé leurs positions, qui restent inconciliables.

Dans son discours, le président américain Barack Obama a déclaré que le président syrien Bachar al-Assad, qui résiste depuis plus de dix-huit mois à l'opposition armée essayant de le renverser, doit partir. «L'avenir de la Syrie ne doit pas appartenir à un dictateur qui massacre son peuple», a lancé M. Obama. Pour sa part, l'émir du Qatar, Hamad Bin Khalifa Al Thani, a prôné une intervention des pays arabes en Syrie, sous prétexte que le Conseil de sécurité est incapable de formuler une position commune sur le règlement de la crise. «les pays arabes doivent intervenir tout seuls en partant de leurs engagements nationaux, humanitaires, politiques et militaires», a déclaré l'émir, dont le pays est le principal financier et fournisseur d'armes des rebelles syriens. Sur une toute autre longueur d'onde, Moscou a annoncé qu'il attendait de l'émissaire international pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, des propositions sur la restauration de la mission d'observateurs de l'Onu en Syrie. «Nous attendons de lui des propositions plus concrètes», a déclaré mardi soir à New York le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov.

M. Brahimi et le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, se sont entretenus, mardi, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. «M. Brahimi a certaines idées sur la manière de mener le travail politique et diplomatique avec toutes les parties en vue de mettre fin à l'effusion de sang le plus vite possible et de lancer le processus politique dans le pays», a expliqué M. Bogdanov. Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a pour sa part estimé que les violences en Syrie doivent cesser immédiatement, mais seul le dialogue est en mesure de régler ce problème. S'exprimant lors d'une interview accordée à la chaîne télévisée CNN, le président iranien a ajouté: «Nous devons tous dire non à la violence et le faire immédiatement. Nous estimons que la liberté, le droit de choisir, le droit à l'expression, le respect et la justice sont les droits fondamentaux de tous les hommes. Tout le monde doit avoir ces droits. Nous devons aider tous les pays du monde à acquérir ces droits et ce en procédant par les moyens pacifiques.» Il a révélé que l'Iran était en train de former un groupe de pays destiné à régler la situation. «Ce groupe doit comprendre des représentants de toutes les parties», a-t-il souligné.

M. Brahimi avait quant à lui déclaré, lundi, qu'il n'avait pas encore conçu de plan permettant de régler la crise syrienne, mais qu'il avait toutefois «quelques idées» à ce sujet. Après avoir constaté que la situation en Syrie était extrêmement grave, M. Brahimi a néanmoins souligné qu'il pensait «pouvoir trouver une solution dans une perspective lointaine». Selon lui, il s'agit d'allier certains éléments du plan de paix formulé par Kofi Annan et les dispositions clés de la déclaration adoptée le 30 juin à Genève par les chefs de diplomatie des pays membres permanents du Conseil de sécurité.

Le plan Annan invitait les autorités syriennes et les groupes armés de l'opposition à cesser les hostilités et à engager un dialogue national. La déclaration de Genève a appelé les parties en conflit à former un gouvernement de transition.

## Fides (Agence de presse proche du Vatican)

Une maxi prise d'otage concernant 280 fidèles gréco-catholiques a bouleversé la communauté chrétienne du village de Rableh, situé entre la frontière libanaise et la ville de Qusayr, dans la province d'Homs. Il s'agit d'ouvriers et de paysans, hommes, jeunes et femmes, qui se trouvaient dans les champs à quelques kilomètres du village, afin de procéder à la récolte des pommes, l'une des principales sources de revenus de la population locale. Le catholique Abou Fadel, père de l'une des victimes, contacté par Fides, raconte que le 24 septembre, la population du village a entendu des coups de feu et des rafales «après quoi, nous nous sommes rendus sur place pour voir ce qui se passait. Nous avons vu de nombreux fourgons et des pick-up qui ont emmené les personnes. Il ne restait plus dans les champs que les cagettes contenant les pommes récoltées».

Abou Fadel indique que «cette région est depuis des mois complètement sous le contrôle de bandes armées qui y font la loi. Au cours de ces dernières semaines, nous ne pouvions pas prendre soin des arbres dans les champs à cause de l'insécurité. Puis, grâce à une négociation menée par le gouverneur d'Homs, la situation semblait s'être améliorée». L'homme poursuit: «Je suis très préoccupé. Mon fils fait partie des personnes enlevées et de nombreux jeunes de notre famille ont disparu. Pourquoi? Que voudront en faire les ravisseurs? Nous sommes angoissés pour leur sort. Nous sommes un village tranquille, proche du sanctuaire du prophète Saint Elie, lieu vénéré par les chrétiens et par les musulmans. Nous désirons seulement vivre en paix avec tous».

Contacté par Fides, le Patriarche gréco-catholique de Damas, SB Grégoire III Laham, informé des faits, «implore Dieu afin qu'il aide les innocents et les pauvres». Le Patriarche lance un appel: «Je demande à tous les belligérants de respecter les civils et d'épargner les vies innocentes». Un certain nombre de responsables chrétiens locaux cherchent actuellement à contacter ONG et organisations internationales afin de demander de l'aide dans cette situation tragique.

## L'Orient-Le Jour

Le Premier ministre, Nagib Mikati, a insisté devant la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, sur l'entente scellée entre toutes les parties libanaises pour préserver la stabilité dans le pays. En visite à New York, où il prend part aux travaux de la 67<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'Onu, M. Mikati a eu un entretien hier au siège des Nations unies avec la chef de la diplomatie américaine au sujet de la situation au Liban et en Syrie.

Mme Clinton a encouragé les autorités libanaises à régler le contentieux autour de la Zone économique exclusive en Méditerranée, afin de pouvoir lancer les opérations de prospection gazière et pétrolière.

Selon un communiqué publié par la suite par le bureau de presse du chef du gouvernement, M. Mikati a remercié la chef de la diplomatie américaine pour «l'appui qu'elle offre au Liban afin de le tenir à l'écart des problèmes des autres États de la région», avant de faire état d'une entente interlibanaise pour préserver la stabilité intérieure et protéger le Liban des retombées des tempêtes qui soufflent autour de lui. Le Premier ministre a en outre insisté sur la nécessité que la communauté internationale comprenne la position du Liban «qui a choisi de prendre ses distances par rapport aux événements qui se déroulent autour de lui». Dans le même temps, il a souligné l'importance d'un appui logistique à l'armée pour lui permettre d'accomplir sa mission. M. Mikati, qui a réitéré l'attachement de Beyrouth à l'application des résolutions internationales, a soulevé devant son hôte le problème que posent les violations régulières israéliennes de la souveraineté libanaise et l'a invitée à intensifier ses efforts pour obtenir de l'État hébreu qu'il les arrête.

La secrétaire d'État américaine s'est félicitée du rôle qu'assument le gouvernement et l'armée pour préserver la stabilité, avant d'aborder le dossier des réfugiés syriens et d'exprimer sa satisfaction du soutien que les autorités libanaises leur fournissent. Washington est disposé à aider le Liban à ce niveau, a indiqué Mme Clinton.

## ILS ONT DIT...

**Michel Sleiman**, président de la République libanaise

“Il ne faut ne jamais consentir d'offrir notre stabilité en sacrifice sur l'autel du printemps arabe, surtout si nous nous entendons à ce que le Liban ne soit plus un terrain pour les luttes extérieures, ni une boîte aux lettres.

**Général Jean Kahwaji**, chef de l'Armée libanaise

“L'armée, qui a réussi à briser le terrorisme à Nahr el-Bared et a pu mettre en application la résolution 1701 du Conseil de sécurité au Liban-Sud, en coopération avec la Finul, s'efforce avec le peu de moyens dont elle dispose de maintenir la sécurité à la frontière ainsi qu'à l'intérieur du pays. Elle a pu contenir les affrontements de Tripoli, contrôler la frontière avec la Syrie et mettre fin au trafic d'armes. Le Liban est toujours confronté aux convoitises israéliennes, aux retombées des événements en Syrie, aux manigances des organisations terroristes. Le rôle de l'armée est de préserver la démocratie et la liberté au Liban. Je vous promets qu'il n'est pas question d'opérer un retour en arrière.

**Général Abbas Ibrahim**, directeur de la Sûreté générale libanaise

“La tentative d'assassinat du député Michel Aoun est très dangereuse. La manière avec laquelle le convoi a été visé prouve qu'il y avait une volonté de tuer le général Aoun.

**Samir Geagea**, chef des Forces libanaises (14-Mars)

“En cas de victoire aux législatives de 2013, les forces du 14 Mars devraient former un gouvernement seules pour pouvoir repositionner le pays ailleurs que là où il se trouve actuellement.

## L'ASL tue un Libanais et en blesse un autre

*Un homme a été tué et un autre blessé dans la nuit de mardi à mercredi par les tirs d'éléments de l'Armée syrienne libre (ASL, rebelles) dans le village libanais d'al-Tufayl, près de la frontière avec la Syrie. Abdallah Hassan Mrad a été tué sur le coup alors que Mamdouh Hassan Mrad a été blessé, lorsque des miliciens de l'ASL ont ouvert le feu dans leur direction, peu après minuit mercredi. Ce n'est pas la première attaque du genre de la part de l'ASL. L'Armée libanaise avait annoncé samedi dernier qu'un «grand nombre» de rebelles syriens avaient attaqué dans la nuit l'un de ses postes à Ersal, près de la frontière avec la Syrie, sans faire de victime.*

## Déblocage au niveau du dossier du pétrole?

*As Safir rapporte que le ministre de l'Energie Gebran Bassil a assuré que l'autorité de régulation du secteur du pétrole sera bientôt formée. Selon lui, les différentes parties du puzzle portent sur «les noms, les appartenances communautaires et les spécialisations des différents membres, autant de paramètres qui devraient être équilibrés». M. Bassil a insisté que le principal critère pour le choix des candidats doit être la compétence. As Safir a ajouté qu'une réunion «tendue» a récemment eu lieu entre le président de la Chambre Nabih Berry et le coordonnateur spécial de l'Onu au Liban, Derek Plumbly, au sujet du dossier du gaz et du pétrole. Les deux hommes auraient évoqué la Zone économique Exclusive (ZEE) disputée par le Liban et Israël. M. Berry aurait suggéré que cette zone soit «neutre». Il a appelé l'Onu à aider le Liban à démarquer ses frontières maritimes. Les réponses de Plumbly n'étaient pas «positives».*

## Al-Hayat

Le chef du bloc du Changement et de la Réforme, Michel Aoun, a fait état de preuves matérielles prouvant qu'il a été la cible d'une tentative d'assassinat. Il a par ailleurs évoqué une information selon laquelle il existerait un plan pour l'empêcher de passer dans la localité de Mayfouq lors de sa tournée prévue dans la région de Jbeil, dimanche prochain. «Ils ont juré que Aoun ne passera que sur nos cadavres, a-t-il dit. Ce genre de menaces est inacceptable. Nous avons le droit de passer et il n'existe pas de région qui nous soient interdites».

«Ce n'est pas la première fois que je suis victime d'une tentative d'assassinat. Que Dieu le leur pardonne! Ceux qui m'accompagnent (sur le plan sécuritaire) ne sont pas là pour le décor. Nous avons beaucoup d'ennemis, parce que nous faisons face aux corrompus de l'État. Les voyous sont nombreux», a-t-il noté.

«Qui a prétendu qu'il ne s'agissait pas d'une tentative d'assassinat? Il y a eu des tirs contre le siège arrière à droite du véhicule, et c'est là que je m'installe d'habitude. Les gardes du corps ont eu beaucoup de chance. Il y a bel et bien tentative d'assassinat, et il ne s'agissait pas simplement d'un message», a souligné Michel Aoun. Et de préciser: «Trois balles ont été tirées contre mon convoi et l'une d'entre elles a touché la voiture», a-t-il dit. «Il est honteux de nier la réalité de l'attentat avant même les conclusions de l'enquête. C'est moi qui suis concerné par cette affaire. Ce n'est pas nous qui avons diffusé l'information. Nous avons d'ailleurs démenti l'information dans un premier temps parce que nous avons des familles entières au Liban qui s'inquiètent pour nous. C'est ensuite que nous avons annoncé la nouvelle dans tous ses détails, et l'avons mise à disposition de la justice.»

## As Safir

*Daoud Rammal, journaliste proche de l'Armée libanaise*

La stratégie de défense nationale proposée par le président de la République Michel Sleiman a extrait le dialogue de l'état de surplace qui le caractérisait et lui a insufflé une nouvelle vie. Mais le plus important reste que le document du chef de l'Etat est le fruit d'une synthèse d'idées étudiées avec précision, et pesées dans la balance de la Constitution et du pacte national. A chaque idée, le président a mis son contraire, afin qu'il soit prêt à répondre à toute question lors du débat prévu à la prochaine séance du dialogue, dans le souci de ne pas revenir à la case départ, selon une source informée.

La même source ajoute que les protagonistes peuvent hausser autant qu'ils le veulent le plafond de leurs positions, il n'en reste pas moins que «ce que nous avons entendu des dirigeants de l'Iran, d'Arabie saoudite, de l'Union européenne, des Etats-Unis et du Conseil de sécurité, est que la stabilité du Liban est une priorité». «Aussi, le président Sleiman possède une large marge de manœuvre et s'active dans un climat encourageant qui montre que personne ne souhaite torpiller le dialogue national», poursuit la même source.

Une source neutre indique que la stratégie de défense nationale du président Sleiman fait le lien entre les constances nationales et les engagements du Liban à l'égard de la légalité internationale; elle définit les dangers qui menacent le Liban, à savoir Israël et le terrorisme; elle établit une comparaison entre l'armistice et l'alinéa 3 du document d'entente nationale, qui stipule que toute occupation doit être combattue par une résistance, et met l'accent sur l'importance d'une force de dissuasion pour exploiter et protéger les droits maritimes et pétroliers du Liban. L'Armée libanaise, c'est-à-dire la légalité libanaise, étant le pilier de tout ce dispositif.

La source précitée souligne qu'à travers son document, le président Sleiman a non seulement assuré la poursuite du dialogue et la possibilité d'aboutir à des résultats concrets, mais il a réussi à sortir les participants de la situation de profondes divisions qui caractérisait leurs positions concernant des questions importantes, notamment la Résistance. Il a facilité à l'opposition son repositionnement, afin que son approche de la question de la Résistance ne soit plus conflictuelle mais pratique. Il a enfin sorti les armes de la Résistance des polémiques stériles pour les replacer dans un cadre national prenant en considérations la nécessité de faire face aux dangers israéliens.